

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 25/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEINTURERIE DE LA JUSTICE

147, rue J-J Rousseau
BP 352
59056 Roubaix

Références : 18092024_TEINTURERIE DE LA JUSTICE_ROUBAIX
Code AIOT : 0007000930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2024 dans l'établissement TEINTURERIE DE LA JUSTICE implanté 147, rue J-J Rousseau BP 352 59056 Roubaix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURERIE DE LA JUSTICE
- 147, rue J-J Rousseau BP 352 59056 Roubaix
- Code AIOT : 0007000930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Teinturerie de la Justice est une société spécialisée dans le secteur d'activité de l'ennoblissement textile.

Elle est soumise au régime de l'autorisation au bénéfice des droits acquis sous la rubrique 2330.1 - teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles - pour une quantité maximale de fibres traitées de 9,5 tonnes par jour.

L'activité est encadrée par arrêté du 23/05/2002 complété par arrêté du 27/03/2012 et modifié par les arrêtés du 18/10/2017 et du 29/04/2020.

L'établissement fonctionne en 2x8 du lundi au vendredi.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection du 30/05/2023, les constats établis ont amené l'inspection des installations classées à proposer une mise en demeure sur les prescriptions ci-après :

- nom : Réseaux – ouvrages de rejet - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002 article : 9.2
- nom : Réseaux – ouvrages de rejet - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002 article : 9.3
- nom : Valeurs limites d'émission – autosurveillance - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2017 article : 8.4
- nom : Mise en œuvre des solutions dégagées par l'étude technique - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017 article : 3

Lors de l'inspection du 18/09/2024, l'inspection a constaté :

- Arrêté Préfectoral du 23/05/2002 article : 9.2 : le canal de Venturi était lisse et propre. L'organisme de contrôle a indiqué à l'inspection que ce canal est conforme.
 - Arrêté Préfectoral du 23/05/2002 article : 9.3 : l'exploitant a acquis un système de prélèvement réfrigéré (non installé à la date de l'inspection).
 - Arrêté Préfectoral du 18/10/2017 article : 8.4 : l'exploitant a réalisé des travaux permettant une amélioration de la qualité du rejet (amélioration de l'échangeur, rénovation du bassin de tamponnement et du réseau des eaux de process).
- Les résultats d'autosurveillance sur les 3 derniers mois saisis dans GIDAF (avril - mai - juin 2024) montrent une amélioration :

- * les valeurs de pH sont conformes sur mai et juin, une non-conformité en avril (max à 9,2).
- * les valeurs de T sont non conformes : des maxi entre 32 et 36 °C apparaissent.
- * les valeurs des autres paramètres sont conformes.

Sur ces 3 mois, l'autosurveillance du rejet montre des non-conformités mais les valeurs sont bien en-dessous de celles mesurées lors du contrôle inopinée eau de 2023 (T supérieur à 60°C et $3,88 < \text{pH} < 10,95$).

- AP Complémentaire du 18/10/2017 article : 3 : l'exploitant indique émettre des réserves sur l'efficacité des solutions dégagées par l'étude technique du bureau d'études Phryse. Au vu de l'aspect financier, il souhaite consolider les solutions pour revenir à une complète conformité. Il a engagé des démarches pour réaliser une nouvelle étude sur les aspects qualitatif et quantitatif (pour donner suite à l'étude technico-économique sur la réduction des prélèvements dans la nappe du calcaire carbonifère) : préparation d'un dossier de subvention auprès de l'agence de l'eau et demande de devis.

Ces constats conduisent à considérer que la mise en demeure proposée en 2023 n'est plus d'actualité.

Il est proposé à Monsieur le préfet de ne pas donner suite au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure proposé suite à l'inspection du 30/05/2023.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------|--|--|-----------------------|
| 3 | Nappe du calcaire carbonifère | AP Complémentaire du 23/05/2002, article 3.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Nappe du calcaire carbonifère | Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 3.1 | Sans objet |
| 2 | Nappe du calcaire carbonifère | AP Complémentaire du 23/05/2002, article 3.3 | Sans objet |
| 4 | Valeurs limites d'émission – autosurveillance | AP Complémentaire du 18/10/2017, article 8.4 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 18/09/2024 de l'établissement TEINTURERIE DE LA JUSTICE à ROUBAIX sur la thématique du prélèvement d'eau dans la nappe du calcaire carbonifère.

Il n'a pas été relevé de non-conformité.

De plus, les actions menées par l'exploitant permettent de lever ou d'améliorer les non-conformités relevées lors de l'inspection du 30/05/2023. La mise en demeure proposé en 2023 n'est plus d'actualité.

Il est proposé de ne pas donner suite au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure faisant suite à l'inspection du 30/05/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nappe du calcaire carbonifère

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2002, article 3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des prélèvements en eau |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de l'ouvrage est assurée de telle manière que le débit ne dépasse pas 50 m³/h, 350 m³/jour et 80 000 m³/an. L'eau extraite est utilisée exclusivement pour usage en teinturerie industrielle.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les relevés présentés à l'inspection n'indiquent pas de dépassement des valeurs limites de prélèvement autorisées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Nappe du calcaire carbonifère

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2002, article 3.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la nappe</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit veiller au bon entretien du forage et de ses abords, de façon à rendre impossible toute intercommunication entre les niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines.</p> <p>Des rondes de surveillance sont effectuées périodiquement. Les eaux de ruissellement doivent être canalisées pour ne pas contaminer le captage. Les eaux contaminées, générées par la lutte contre les incendies ne doivent pas pouvoir rejoindre les forages.</p> <p>Des mesures complémentaires pourront être prescrites à tout moment, en tant que de besoin, afin d'assurer la conservation des nappes.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le forage est situé à couvert dans un bâtiment de l'exploitant. L'entretien du forage et de ses abords est satisfaisant. Le forage est situé à proximité d'une zone de passage permettant une surveillance régulière. Il n'y a pas de trace de ruissellement vers le forage. A proximité se situe un caniveau permettant de canaliser d'éventuelles venues d'eau provenant des installations.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Nappe du calcaire carbonifère

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2002, article 3.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le forage doit être muni d'un dispositif de mesure totalisateur installé sur la conduite de refoulement en amont de tout piquage et plombé par les soins de l'agence de l' Eau Artois Picardie.</p> <p>Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journallement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le cas échéant, lors des périodes de sécheresses des mesures de surveillance particulières</p> |

pourront être demandées par l'inspection des installations classées.

Le bilan de l'autosurveillance des rejets d'eau adressé mensuellement à l'inspection des installations classées est complété de la valeur de la consommation en eau en distinguant les différents modes d'approvisionnement.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'un compteur plombé par l'agence de l'eau.

Le relevé des volumes est réalisé mais à fréquence mensuelle. Un registre est tenu par l'exploitant.

A la date de l'inspection, le cadre GIDAF est à modifier afin que l'exploitant puisse saisir la valeur de la consommation en eau en distinguant les différents modes d'approvisionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit tenir un registre conformément à l'art. 3.4 de l'arrêté préfectoral du 23/05/2002.

L'exploitant doit fournir à l'inspection le registre modifié dans le délai d'un mois à compter de la date de notification du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2017, article 8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, après traitement in situ et avant raccordement au réseau d'assainissement aboutissant à la station d'épuration de Lille CU Wattrelos, les valeurs limites en concentration, débit et flux ci-après définies :

| Paramètre | Concentration maximale (mg/l) | Flux maximal journalier (kg/j) | Concentration (mg/l) Moyennes mensuelles | Flux journalier (kg/j) Moyennes mensuelles |
|-----------------|-------------------------------|--------------------------------|---|---|
| MES | 500 | 300 | 300 | 150 |
| DCO | 2000 | 1200 | 1500 | 750 |
| DBO5 | 800 | 480 | 600 | 300 |
| Azote global | 50 | 30 | - | - |
| Phosphore total | 20 | 10 | - | - |
| Métaux totaux* | 10 | 6 | - | - |
| AOx | 5 | 3 | - | - |
| Hydrocarbures | 10 | 6 | - | - |

| | | | | |
|--|--|--|--|--|
| totaux | | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> • Température inférieur à 30 °C • pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) • Modification de coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mg Pt/l (NF EN ISO 7887) | | | | |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'arrivée le 18/09/2024 vers 9h30 du laboratoire de mesures chargé du contrôle inopiné eau.</p> <p>Celui-ci a installé les appareils de prélèvements et de mesures au niveau du point de prélèvement. Cependant le contrôle n'a pas pu être réalisé à cause d'une défaillance technique de l'exploitant.</p> <p>Le contrôle est reprogrammé à une date ultérieure en 2024.</p> | | | | |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> | | | | |